

La COVID-19 a fait plus d'un million de morts depuis le début de l'année et le bilan ne cesse de s'alourdir. En outre, de nombreuses autres personnes ont souffert de maladies graves et il est prévu que près de 90 millions de personnes tombent dans un dénuement extrême au cours de l'année.

Nous vivons une période difficile, mais il y a des raisons d'espérer. Les tests de dépistage s'intensifient, les traitements s'améliorent et les essais de vaccins se déroulent à un rythme sans précédent ; certains en sont même à leur phase finale. La solidarité internationale se renforce dans certains domaines et se traduit notamment par une levée des restrictions commerciales sur le matériel médical et une augmentation de l'aide financière en faveur des pays vulnérables. Par ailleurs, selon des données récentes, une reprise s'amorce plus rapidement que prévu dans de nombreux pays, après la réouverture qui a suivi le Grand Confinement.

Nous prévoyons pour 2020 une récession un peu moins grave, bien qu'encore profonde, par rapport à nos prévisions de juin dernier. Cette révision s'explique par les résultats du PIB enregistrés au deuxième trimestre dans de grands pays avancés, qui n'ont pas été aussi négatifs que nous l'avions prévu, par un retour à la croissance en Chine, plus vigoureux que prévu, et par les signes d'une reprise plus rapide au troisième trimestre. Les résultats auraient été beaucoup plus faibles si des mesures budgétaires, monétaires et réglementaires de grande envergure et sans précédent n'avaient pas été rapidement prises pour préserver le revenu disponible des ménages, protéger les flux de trésorerie des entreprises et soutenir l'offre de crédit. L'ensemble de ces mesures a permis, pour le moment, d'éviter que la catastrophe financière de 2008–09 ne se reproduise.

Si l'économie mondiale se redresse, son ascension sera probablement longue, inégale et incertaine. En effet, par rapport à nos prévisions de juin, les perspectives se sont nettement dégradées dans certains pays émergents et pays en développement où le nombre d'infections augmente rapidement. Par conséquent, en 2020–21, les pays émergents et les pays en développement, à l'exception de la Chine, devraient subir une plus lourde perte de production que les pays avancés par rapport à la trajectoire prévue avant la pandémie. Le caractère inégal de ces

reprises assombrit considérablement les perspectives de convergence mondiale des niveaux de revenu.

En outre, la reprise n'est pas assurée tant que la pandémie continue de se propager. Du fait de la recrudescence des infections de COVID-19 dans des zones où la transmission locale avait été réduite à de faibles niveaux, les mesures de réouverture ont été interrompues et des confinements ciblés sont à nouveau mis en place. Partout, les pays éprouvent des difficultés à revenir aux niveaux d'activité d'avant la pandémie.

Pour éviter une nouvelle régression, les pouvoirs publics devront veiller à ne pas mettre fin à leurs mesures de soutien de manière prématurée. Ils devront faire preuve d'habileté sur le plan intérieur pour gérer les arbitrages entre la relance de l'activité à court terme et la résolution de difficultés à moyen terme. L'édition d'octobre 2020 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde met en évidence ces arbitrages en matière de politique monétaire. Pour soutenir la reprise, il faudra également resserrer la coopération internationale dans le domaine de la santé et en ce qui concerne l'aide financière apportée aux pays connaissant une pénurie de liquidités. Trouver le bon dosage n'est pas chose aisée, mais l'expérience de ces derniers mois permet de croire, avec un optimisme prudent, que les priorités définies dans le présent rapport pourront être satisfaites.

Un aspect essentiel de la lutte contre la crise sanitaire consiste à faire en sorte que toutes les innovations, qu'il s'agisse de tests de dépistage, de traitements ou de vaccins, soient produites à une échelle suffisante pour que tous les pays puissent en bénéficier. Les engagements d'achat anticipé pour des vaccins en cours d'essai peuvent contribuer à convaincre les fabricants, qui pourraient se montrer hésitants à cet égard, d'assumer le coût initial d'une production de cette ampleur. Cet effort devrait s'articuler autour d'une forte composante multilatérale pour favoriser une distribution des doses à des prix abordables dans tous les pays. Plus généralement, la communauté internationale devra continuer d'aider les pays dont les capacités sanitaires sont limitées en leur fournissant du matériel et un savoir-faire ainsi qu'un appui financier par l'intermédiaire d'organismes de santé internationaux.

Au niveau national, les autorités ont pris toute une série de contre-mesures budgétaires, notamment pour

atténuer les pertes de revenus, encourager l'embauche, accroître l'aide sociale, assurer le crédit et injecter des capitaux dans les entreprises. Elles ont ainsi permis d'éviter de nombreuses faillites et contribué à un rebond partiel de l'emploi. Les taux d'emploi et d'activité restent toutefois bien inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie et de nombreux postes sont menacés à mesure que la crise se prolonge. Pour préserver les emplois, les autorités doivent, dans la mesure du possible, continuer d'aider les entreprises viables mais encore vulnérables, au moyen de moratoires sur le service de la dette et d'apports de fonds propres ou d'actifs similaires. Une fois la reprise solidement amorcée, elles devraient progressivement faire en sorte que les travailleurs des secteurs susceptibles de se contracter à long terme (voyages) se réorientent vers des secteurs en expansion (commerce électronique). Tout au long de la transition, les travailleurs devront être soutenus, notamment par des transferts de revenus, des projets de reconversion et des programmes de recyclage.

Les pays avancés ont généralement été en mesure de consacrer une part plus importante de leur PIB à des dépenses directes et à un appui à la liquidité que d'autres pays freinés par une lourde dette et des coûts d'emprunt plus élevés. Ces pays en difficulté devront dégager une marge de manœuvre pour répondre à des besoins de dépenses immédiats en donnant la priorité aux mesures de lutte contre la crise et en réduisant les subventions mal ciblées. Certains auront besoin d'une aide supplémentaire de la part des créanciers et des donateurs sous la forme d'une restructuration de la dette, de dons et de financements concessionnels, sur la base d'importantes initiatives en cours. Le FMI a joué un rôle central dans ces initiatives par son appel en faveur de la suspension du service de la dette pour les pays à faible revenu, lancé conjointement avec la Banque mondiale, par son plaidoyer en faveur d'une réforme de l'architecture internationale de la dette et par l'apport d'un financement à plusieurs pays membres dans des délais d'une brièveté sans précédent.

La nécessité de relever les défis posés par la pandémie complique encore la tâche des pays. Dans le présent rapport, nous publions des projections de croissance à moyen terme pour la première fois depuis le début de la crise. Tandis que l'incertitude demeure considérable, nous prévoyons un ralentissement sensible de la croissance, après le rebond de l'activité mondiale prévu en 2021. Les pays avancés et les pays émergents devraient enregistrer des pertes de production notables par rapport à leurs prévisions d'avant la pandémie. Les petits États ainsi que les pays qui dépendent du tourisme et des

produits de base se trouvent dans une situation particulièrement délicate.

La plupart des pays verront leur potentiel de l'offre être durablement éprouvé, en raison des séquelles de la profonde récession de cette année et de la nécessité de procéder à des modifications structurelles. Les pertes de production persistantes supposent un net recul des conditions de vie par rapport à ce qui était prévu avant la pandémie. Non seulement l'incidence de l'extrême pauvreté augmentera pour la première fois depuis plus de deux décennies, mais les inégalités vont également s'accroître, car la crise touche de manière disproportionnée les femmes, les travailleurs de l'économie informelle et les personnes ayant un niveau d'instruction relativement faible, comme cela est décrit dans le chapitre 2 du présent rapport. Le recul de l'accumulation de capital humain après la fermeture généralisée des écoles constitue un défi supplémentaire à cet égard.

De plus, les niveaux de la dette souveraine devraient sensiblement augmenter, alors que la baisse de la production potentielle suppose une réduction de l'assiette de l'impôt, ce qui rend le service de la dette plus difficile. Du côté positif, les perspectives de taux d'intérêt bas sur une plus longue période, parallèlement au rebond de la croissance prévu en 2021, peuvent contribuer à alléger le fardeau du service de la dette dans de nombreux pays. Pour s'assurer que la dette reste sur une trajectoire viable à moyen terme, les autorités devront peut-être accroître la progressivité des impôts, veiller à ce que les entreprises paient leur juste part de charges fiscales et, dans le même temps, éliminer les dépenses inutiles.

Les mesures de soutien à court terme doivent être conçues de façon à placer les pays sur la voie d'une croissance plus forte, plus équitable et plus durable. Comme indiqué au chapitre 3 du présent rapport, les dirigeants peuvent simultanément chercher à atténuer les effets du changement climatique et soutenir la reprise afin de sortir de la crise de la COVID-19. Ils peuvent y parvenir grâce à un ensemble complet de mesures qui se traduirait par une forte impulsion en faveur d'infrastructures publiques respectueuses de l'environnement, une augmentation progressive des prix du carbone et une indemnité pour les ménages à faibles revenus visant à rendre la transition équitable. De manière plus générale, un renforcement du dispositif de protection sociale permettant de combler les lacunes constatées peut permettre de protéger les plus vulnérables tout en soutenant l'activité à court terme, comme cela a déjà été le cas, par exemple, dans de nombreux pays avancés où le revenu disponible est resté relativement stable malgré un

effondrement sans précédent du PIB. En outre, les investissements dans la santé et l'éducation (notamment pour remédier aux pertes subies pendant la pandémie) peuvent contribuer à assurer une croissance participative et inclusive. L'édition d'octobre 2020 du *Moniteur des finances publiques* présente des arguments solides en faveur de l'investissement public en ces temps d'incertitude accrue.

Nous avons déjà connu des innovations importantes au cours de ces derniers mois : la création par l'Union européenne d'un instrument de relance visant à lutter contre la pandémie, le lancement d'un achat d'actifs par les banques centrales de pays émergents et l'utilisation

novatrice des technologies numériques pour fournir une aide sociale notamment en Afrique subsaharienne. Ces initiatives ont permis d'éviter des effondrements encore plus extrêmes et rappellent avec force que des mesures efficaces et bien conçues permettent de protéger les personnes et de préserver le bien-être économique collectif. Sur la base de ces initiatives, les mesures prises au cours de la prochaine phase de la crise doivent avoir pour objectif d'améliorer durablement l'économie mondiale afin de créer un avenir sûr et prospère pour tous.

Gita Gopinath
Conseillère économique et directrice des études